Le libéralisme en région: le cas de Trois-Rivières (1850-1929)

RENÉ VERRETTE
Université du Québec à Trois-Rivières

Trois-Rivières, fief de Mgr Laflèche et de Duplessis, s'est attiré une réputation ferme de conservatisme social et économique. Néanmoins, des notables locaux ont affiché l'étiquette libérale à partir de 1850 environ ou ont été désignés comme tels. Quelle fut l'importance de ces «libéraux» trifluviens? Quel rôle ont-ils joué dans la vie intellectuelle, politique et économique de Trois-Rivières? Dans quelle mesure le conservatisme ambiant a-t-il assourdi le discours de ces libéraux? À quelle forme de libéralisme pouvons-nous les associer ou, pour être plus précis, les valeurs libérales fondées sur les libertés individuelles et le libre jeu des forces économiques ont-elles été vraiment présentes à Trois-Rivières durant la période à l'étude? Nous tenterons ici, non d'épuiser le sujet, mais d'éclairer ces questions en passant en revue les discours et les pratiques associés historiquement au libéralisme. Nous chercherons en fin de course à les situer par rapport aux diverses composantes du libéralisme rigoureusement défini comme cohérence spécifique. Outre la période 1877-1929, nous proposons un regard qui embrasse les quelque 25 ou 30 ans qui ont précédé le discours de Laurier, car l'effervescence des années 1850 et 1860 a exercé une influence déterminante sur les décennies qui ont suivi.

Les sources utilisées pour la présente étude sont constituées pour l'essentiel d'articles de journaux trifluviens. S'y ajoutent les imprimés de l'époque et quelques lettres de la correspondance des évêques. Cette documentation est tirée du corpus employé dans notre thèse sur les idéologies de développement régional en Mauricie. Les écrits relatifs aux libéraux trifluviens sont peu abondants et traitent le sujet secondairement ou sur le plan descriptif. Robert Rumilly a donné des chroniques vivantes dans ses biographies de M^gr Laflèche[1] et de Maurice Duplessis[2] mais il ne s'est pas attardé au contenu du discours. François Roy a consacré un mémoire[3] et deux articles[4] dans la même veine que Rumilly. Conrad Black[5] donne également quelques informations. Les deux principaux travaux sur l'histoire locale, *Trois-Rivières 1535-1935*[6] et *Trois-Rivières illustrée*[7] passent rapidement sur la question, de même que notre article sur les associations littéraires et musicales[8]. Nous tenterons de pallier cette lacune en considérant successivement trois périodes, celle de 1850 à 1867 où les démocrates bas-canadiens font une brève percée à Trois-Rivières, l'épiscopat de M^gr Laflèche (1867-1898) où la réaction s'organise et fait son œuvre, et l'époque qui va de 1898 à 1929 associée à une poussée de progressisme allant de pair avec un conservatisme social prédominant.

---

1. Robert RUMILLY, *Monseigneur Laflèche et son temps*, Montréal, B. D. Simpson, 1945, 460 p.

2. Robert RUMILLY, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1973, 2 volumes.

3. François ROY, «Le crépuscule d'un rouge: J.-A. Tessier, maire de Trois-Rivières, et l'enquête Désy de 1920», M.A. (Études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1988, vi-118 p.

4. François ROY, «Les Rouges de Trois-Rivières entre M^gr Laflèche et Maurice Duplessis», *Les Cahiers nicolétains*, 12, 1 (mars 1990): 23-28; «J.-Adolphe Tessier, ministre régional», *loc. cit.*, 10, 4 (décembre 1988): 153-158.

5. Conrad BLACK, *Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, 2 vol.

6. Abbé Albert TESSIER, *Trois-Rivières 1535-1935: quatre siècles d'histoire*, coll. Pages trifluviennes, série A, n° 17, Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 1935, 199 p.

7. Alain GAMELIN, René HARDY, Jean ROY, Normand SÉGUIN et Guy TOUPIN, *Trois-Rivières illustrée*, Trois-Rivières, La Corporation des fêtes du 350^e anniversaire, 1984, 228 p.

8. René VERRETTE, «Le mouvement associatif comme élément de stratégie culturelle: le cas de Trois-Rivières (Québec) 1840-1890», dans Pierre LANTHIER et Guildo ROUSSEAU (dir.), *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, p. 155-172.

* *
*

La brève flambée de rougisme de 1852-1854 est contemporaine de la première poussée industrielle à Trois-Rivières. Vers 1850, l'agglomération trifluvienne compte un peu moins de 5000 habitants et constitue le seul noyau urbain de la région. La structure industrielle locale est pratiquement inexistante mises à part une fonderie et quelques petites scieries et brasseries. Une trentaine de marchands et de boutiquiers exercent leur négoce alors qu'une vingtaine d'avocats, notaires et médecins ont pignon sur rue. Un modeste clergé est sous les ordres d'un grand vicaire et curé de Trois-Rivières. Le système d'éducation est plutôt rudimentaire. Les enfants sont accueillis à l'école des Frères de la doctrine chrétienne et dans quelques écoles privées françaises ou anglaises; les Ursulines dirigent un établissement voué à l'éducation des jeunes filles depuis 1697. Toutefois, les jeunes gens désirant embrasser l'état ecclésiastique ou une profession libérale doivent aller au Séminaire de Nicolet ou ailleurs car aucun collège classique n'existe à Trois-Rivières avant 1860. La population locale demeure analphabète en majeure partie si l'on accepte comme critère la fréquence des signatures apposées sur les actes de mariage[9].

C'est au sein de cette somnolence relative[10] qu'un dynamisme nouveau surgit presque d'un coup en 1852. Le gouvernement provincial commence alors l'aménagement du Saint-Maurice en vue de l'exploitation forestière; une grande scierie entre en activité et un quartier ouvrier se bâtit à proximité du Moulin des Américains[11]. La

9. 33,9% des hommes et 28,7% des femmes peuvent signer les actes de mariage dans les 268 actes dépouillés pour 1850 à 1854 par Allan GREER, «The Pattern of Literacy in Quebec, 1745-1899», *Histoire sociale/Social History*, 11, 22 (novembre 1978): 299. Le pourcentage grimpe progressivement à 42 (1860-1869), 47 (1870-1879), 53 (1880-1889), 68 (1890-1899), 72 (1900-1909), 88 (1910-1919) et 95 (1920-1929). Voir Claude LESSARD, «L'alphabétisation à Trois-Rivières de 1634 à 1939», *Cahiers nicolétains*, 12, 3 (septembre 1990): 115 et Michel VERRETTE, «L'alphabétisation au Québec 1660-1900», Ph. D. (Histoire), Université Laval, 1989, xxiv-397 p.

10. L'apathie trifluvienne qui fait l'objet de moqueries par les journaux montréalais est prise à partie par la presse locale.

11. Hélène DESNOYERS, «Le logement ouvrier à Trois-Rivières, 1845-1895: l'exemple du secteur Hertel», M.A. (Études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1988, vii-155 p.

même année, Trois-Rivières devient le siège d'un évêché, affermissant de ce fait son statut de chef-lieu de la région. La presse locale est enthousiaste; elle salue l'aube d'une ère nouvelle pour Trois-Rivières et le district. *Ère nouvelle* est justement le nom choisi par un journal qui commence à paraître le 9 décembre 1852. William Henry Rowan, imprimeur de *L'Avenir* depuis 1847[12], en est le propriétaire. Il s'adjoint Abraham Lesieur Désaulniers[13] comme rédacteur et fait paraître les articles que lui envoient Benjamin Sulte et Napoléon Bureau dont il sera question plus loin[14].

L'Ère nouvelle affiche ses couleurs réformistes dès son premier numéro. Il préconise l'abolition de la tenure seigneuriale, le caractère électif du Conseil législatif et préconise la refonte de la carte électorale. L'œuvre de la colonisation est favorisée mais c'est l'éducation pour toutes les classes de la société, et notamment les agriculteurs, qui reçoit l'appui le plus fort[15]. *L'Ère nouvelle* propose que les journaux et périodiques soient distribués sans frais postaux afin de répandre l'habitude de la lecture. Il se félicite de la disparition des «éteignoirs[16]» et souhaite le «triomphe des idées avancées». «Nous voulons avant tout le progrès [...] que nous défendrons au péril de notre vie», proclame-t-on pompeusement dans le numéro du 24 mai 1854. Les propos des Rouges reçoivent un écho favorable, notamment ceux de Jean-Baptiste-Éric Dorion[17]. Des polémiques sont fré-

12. Rowan avait imprimé ou édité trois feuilles réformistes de Québec, *Le Fantasque*, *Le Standard* et *Le Castor* durant les années 1840.

13. Désaulniers (1822-1883) fut conseiller municipal en 1854 et député conservateur de Saint-Maurice à Québec de 1867 à 1871.

14. Rowan demeure propriétaire jusqu'en 1865 au moins; Georges-Isidore Barthe (1834-1900) est rédacteur en 1855-1856 avant de prendre la direction du *Bas-Canada*.

15. S'opposant implicitement aux *Mélanges religieux* qui affirme que «le moyen d'améliorer le sort du peuple ne consiste pas précisément à l'instruire» et que l'instruction seule engendre le crime. Denise LEMIEUX, «Les Mélanges religieux», *Recherches sociographiques*, X, 2-3 (1969): 223.

16. Allusion à la «guerre des éteignoirs» contre les taxes scolaires qui avait sévi sur la rive sud, notamment à Saint-Grégoire où il fallut faire venir la troupe afin de calmer les esprits.

17. Dorion est d'ailleurs agent de *L'Ère nouvelle* à l'Avenir; son élection dans Drummond-Arthabaska est applaudie par *L'Ère nouvelle* qui voit en lui «le chef des démocrates du pays» dans un article du 5 août 1854. Dorion n'était pas un inconnu à Trois-Rivières puisqu'il avait rédigé et imprimé une feuille humoristique, *Gros Jean l'escogriffe*, qui connut une brève existence en 1843. Abbé Henri VALLÉE, *Les Journaux trifluviens de 1817 à 1933*, coll. Pages trifluviennes, série A, n° 6, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1933, 91 p.

quentes avec *Le Journal de Québec*; toutefois, les attaques les plus mordantes s'adressent à deux feuilles locales, *L'Inquirer* et *Le Journal des Trois-Rivières*, le premier au sujet des réserves du clergé et le second pour tous les motifs possibles. J.-Édouard Turcotte[18] est le propriétaire et le rédacteur du *Journal des Trois-Rivières* depuis sa fondation en 1847; élu député de Saint-Maurice en 1841, il était passé progressivement des réformistes aux «tories»; la loi sur les écoles avait fait l'objet de ses critiques.

L'Ère nouvelle suit de près les activités de l'Institut canadien des Trois-Rivières dont le rôle fut marquant durant les années 1850. Mis sur pied en mars 1851, l'organisme fonctionne à la façon de l'Institut canadien de Montréal; une bibliothèque et une «chambre de lecture» sont aménagées dès les débuts[19]. Napoléon Bureau, Abraham Désaulniers et J.-G. Dumoulin sont successivement présidents de l'Institut; des gens qui occuperont des postes clés par la suite, tels William McDougall, Philippe-Napoléon Pacaud et Georges-Isidore Barthe font également partie du bureau de direction[20]. L'Institut compte 70 membres à la fin 1852; toutefois, les séances hebdomadaires consacrées à la littérature, et «quelquefois à la politique», attirent un nombre insuffisant de membres. Par contre, les conférences ont plus de succès. Ainsi, Jean-Baptiste-Éric Dorion prononce une allocution en faveur de l'indépendance du Canada et son annexion aux États-Unis en mai 1851. De profondes divisions se manifestent au sein de l'Institut à partir de 1853, il est même fait allusion dans les journaux à des «menaces qui ont présidé aux assemblées». Résumant la conférence du président de l'Institut canadien de Nicolet sur le progrès et la civilisation, *L'Ère nouvelle* continue néanmoins

18. Joseph-Édouard Turcotte (1808-1864) fut député de Saint-Maurice et de Champlain sous l'Union et maire de Trois-Rivières de 1857 à 1863. Il se fit le promoteur de chemin de fer sur les deux rives et joua un rôle dans la fondation du séminaire trifluvien et l'aménagement des Forges Radnor. Orateur très estimé, les contemporains le comparèrent à Danton.

19. Les journaux font état des donations de livres et de périodiques à l'Institut avec le titre du volume et le nom des donateurs où se retrouve la notabilité locale; le nom de Joseph-Guillaume Barthe apparaît plusieurs fois. Des ouvrages mis à l'index font partie des acquisitions. La bibliothèque compte plus de 600 titres en mai 1853 et est abonnée à 20 journaux ou périodiques.

20. Les élections ont lieu deux fois l'an; une dizaine de personnes font partie du bureau de direction.

d'appuyer l'Institut et incite les jeunes gens à y adhérer. Malgré ce soutien, l'Institut canadien des Trois-Rivières ne fait plus parler de lui à partir de 1854[21]. Le mouvement démocrate s'assoupit par la suite.

Ainsi, *L'Ère nouvelle* se rapproche des Rouges par ses positions politiques et sociales; par contre, le clergé n'est jamais critiqué ouvertement. Le journal est proche également de l'Institut canadien de Montréal dont il reproduit certaines résolutions ou comptes rendus de conférences[22]. De son côté, l'Institut canadien des Trois-Rivières a pris des positions dont le contenu nous échappe en partie, les sources faisant défaut[23]. Quelle est la nature des dissensions qui ont probablement hâté sa chute? Il n'est pas impossible que deux factions se soient opposées, l'une, plus radicale, adoptant intégralement les prises de position des Rouges, l'autre, plus modérée, cherchant à concilier les idées nouvelles avec l'ordre établi. À peu de choses près, la poussée démocrate des années 1850 se résume à ces deux entreprises, le journal et l'association culturelle, liées toutes deux par la volonté de promouvoir le progrès par l'éducation et la modernisation des institutions sociales et politiques.

Qui sont les protagonistes de ce renouveau, souvent actifs au sein du journal et de l'Institut simultanément? L'examen des listes d'officiers, des bottins d'adresses et la vérification des âges suggèrent l'énoncé d'une hypothèse. Les démocrates trifluviens étaient pour la plupart de jeunes professionnels francophones constituant une nouvelle petite bourgeoisie en mal de légitimité qui cherchait à prendre place dans l'élite locale formée jusqu'alors d'anglophones pour une bonne moitié. Ils mettent sur pied l'Institut canadien au moment précis où le démarrage de l'économie locale s'effectue. Portés par l'enthousiasme de l'heure, ils abordent les sujets reliés au progrès régional comme l'aménagement du Saint-Maurice et la construction ferroviaire autant que ceux relatifs à l'éducation. Désaulniers se fera le promoteur d'un collège classique trifluvien en 1859 et déclenchera le mouvement qui donnera naissance au Collège des Trois-Rivières, futur séminaire diocésain, l'année suivante.

---

21. Même si l'*Almanach* de 1857 donne le nom des dirigeants de l'Institut canadien.

22. Comme la proposition d'ériger des monuments aux Patriotes de 1837.

23. Les archives de l'Institut sont introuvables et ont probablement disparu dans l'un des multiples incendies qui ont ravagé le centre-ville trifluvien entre 1856 et 1908.

Par ailleurs, *Le Journal des Trois-Rivières*, adversaire constant de *L'Ère nouvelle*, disparaît à la fin de 1853. Avait-il lutté en vain contre ceux qu'il appelait les «jeunes messieurs» et les «imberbes» qui animaient la feuille réformiste[24]? Quoi qu'il en soit, il renaît de ses cendres le 19 mai 1865 avec une nouvelle équipe animée, cette fois-ci, de convictions fortement cléricales[25]. Un contexte idéologique différent des années 1850 s'instaure rapidement à Trois-Rivières. Déjà en 1861, le climat n'est plus le même. Dorion présente une allocution sur la colonisation à l'invitation de Bureau. Ce dernier doit solliciter les gens afin de constituer un auditoire et l'Institut canadien est bel et bien chose du passé[26]. Un responsable important du changement est l'abbé Louis-François Laflèche que Mgr Cooke appelle auprès de lui en 1861 afin de le seconder comme grand vicaire. Laflèche est très sensible aux courants intellectuels du moment, contrairement à son évêque, préoccupé par des problèmes financiers et d'ailleurs peu versé dans les débats théoriques. Le grand vicaire inspire fortement le député Charles Boucher de Niverville dans son discours du 10 mars 1865 en faveur du projet de fédération[27] et rédige la lettre pastorale de Mgr Cooke sur la Confédération en juin 1867. Il prononce des conférences à l'Institut littéraire fondé par Benjamin Sulte en 1861[28]. *Le Journal des Trois-Rivières* nouvelle manière publie, du 20 juin 1865 au 21 mai 1866, une série de 34 articles intitulés «Quelques considérations sur les rapports de la

24. Georges-Isidore Barthe fait paraître *Le Bas-Canada* avec son frère Joseph-Guillaume en 1856. La feuille libérale modérée cesse ses activités lorsque les installations sont ruinées par l'incendie qui ravage le centre-ville à l'automne. Les frères Barthe prônent l'indépendance du Canada. *L'Écho du Saint-Maurice*, avec lequel Désaulniers collabore, paraît brièvement en 1858-1859. Adonné à la promotion du chemin de fer, il favorise la réforme des institutions parlementaires.

25. Le premier avatar du *Journal des Trois-Rivières* n'avait vu, dans la création du diocèse trifluvien et la construction de la cathédrale, que des facteurs de croissance économique. Le ton neutre accordé aux nouvelles religieuses, plutôt rares, surprend le lecteur. On connaît les débordements de style dévot qui sévirent par la suite.

26. Voir la lettre du 9 mars 1861 de Dorion au président Bureau, lequel est son cousin. Archives du Séminaire de Trois-Rivières, fonds Bureau.

27. Nive VOISINE, *Louis-François Laflèche. Deuxième évêque de Trois-Rivières*, Saint-Hyacinthe, Edisem, 1980, t. 1, p. 103.

28. Laflèche «réfute» les accusations contre l'Inquisition en mai 1865 et donne le point de vue catholique sur «liberté-égalité-fraternité» en août suivant. Il fait taire le jeune Bourdages qui tente de répliquer à une autre occasion en décembre suivant.

Société civile avec la Religion et la Famille». L'auteur est le grand vicaire Laflèche qui expose son système de pensée ultramontain dont il ne déviera guère jusqu'à sa mort[29]. Le rédacteur de la feuille ultramontaine est Magloire McLeod qui n'a que 23 ans; disciple soumis de Laflèche, il s'attaque dès le premier numéro à Dorion. Il l'accuse d'avoir dénigré les Jésuites, répandu la religion républicaine et apostasié la foi de ses ancêtres[30]. Dorion riposte en affirmant que *Le Journal des Trois-Rivières* est financé avec l'argent destiné à la propagation de la foi.

Ainsi, la réaction antilibérale est bien en selle à partir de la décennie 1860; l'influence de Laflèche se raffermit quand il succède à M^gr Cooke en 1870[31]. Il n'aura de cesse que de combattre ce qu'il nommait le libéralisme canadien ou le libéralisme catholique. Outre la condamnation de la démocratie et l'appui à la peine de mort contenus dans les *Quelques considérations*, M^gr Laflèche pourfend le libéralisme inlassablement tout le long de son épiscopat. Il écrit dans son mémoire de 1882 que «le libéralisme canadien, par ses tendances antisociales, par sa haine de l'Église, par ses principes pervers, ne diffère en rien du libéralisme européen[32]». Il dénonce le «groupe d'hommes imbus des principes faux et pervers dits de 89», fondateurs de *L'Avenir* qui soutenait un parti «anticatholique». Aussi tard qu'en 1895, Laflèche écrit que le libéral est ce monstre qui «arrachera l'enfant à l'autorité de la famille et de l'Église pour lui donner dans des écoles sans Dieu [...] une instruction obligatoire, gratuite et laïque[33]».

Qui sont ces «libéraux» auxquels l'évêque trifluvien adresse ses invectives? Les Rouges et les radicaux des années 1870 évidemment,

---

29. La série est rassemblée en volume et publiée chez Eusèbe Sénécal à Montréal en 1866. L'ouvrage connaît un succès de librairie grâce à une publicité bien orchestrée.

30. Le ton est parfois d'une rare violence verbale. Dans l'article du 8 juillet 1865, Dorion est accusé d'avoir «vomi les injures les plus affreuses contre l'Église catholique [...], audacieusement traîné dans la boue le clergé canadien [et] publié que le pape était un infâme bourreau». Déjà en 1849, *Le Journal des Trois-Rivières* de Turcotte avait polémiqué contre *L'Avenir* de Dorion au sujet de l'annexion mais de façon plus sereine.

31. Le pape le nomme évêque coadjuteur avec droit de succession en décembre 1866. Intronisé deux mois plus tard, M^gr Laflèche est administrateur du diocèse à partir d'avril 1869 et devient évêque résidentiel à la mort de M^gr Cooke l'année suivante.

32. *Mémoire de l'évêque des Trois-Rivières sur les difficultés religieuses au Canada*, Trois-Rivières, [s.é.], 1882.

33. *Lettre pastorale* du 25 février 1895 «concernant les dangers auxquels la foi catholique est exposée en ce pays». *Mandements, lettres pastorales et circulaires*, V, 108.

mais aussi les modérés comme Wilfrid Laurier. Le futur chef du Parti libéral et premier ministre du Canada avait dissipé tout malentendu dans son discours de 1877 en dissociant son libéralisme des radicaux européens et en protestant de son orthodoxie en matière religieuse. Mais cela n'était pas suffisant pour Laflèche qui prononce un sermon peu avant l'élection de 1896 sur l'application de la doctrine catholique à la question des écoles du Manitoba. Il y dénonce l'attitude de Laurier, «ce libéral rationaliste [...] qui véhicule une doctrine entièrement opposée à la doctrine catholique» et demande qu'on ne l'appuie pas[34].

Dans ces conditions, il n'est guère surprenant d'apprendre que *Le Journal des Trois-Rivières*, dirigé maintenant par Gédéon Désilets[35], s'emporte contre le discours donné à Québec par Laurier le 26 juin 1877. Des extraits du texte de Laurier sont opposés à ce que Désilets considère comme des directives de l'Église, dans une longue analyse répartie en trois articles[36]. Désilets affirme que Laurier cherche à réhabiliter adroitement un mot que «le Pape lui-même a flétri à jamais». Le catholique ne doit s'attacher aux libertés civiles et constitutionnelles que dans la mesure où elles ne nuisent pas au salut éternel. Désilets poursuit en précisant que le libéralisme promu par Laurier est celui-là même qui est visé dans le *Syllabus errorum* annexé à l'encyclique *Quanta cura* de 1864 où il est écrit que le pape doit ni se «réconcilier [ni] se mettre d'accord avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne». «Quelle idée cache le mot libéral, si ce n'est la révolte, l'anarchie et le désordre», s'exclame Désilets en guise de conclusion. De toute évidence, *Le Journal des Trois-Rivières* épouse les thèses de Laflèche intégralement. Il avait fait paraître *Le Programme catholique* de 1871 rédigé par des ultramontains notoires

34. Nive VOISINE, «Laflèche, Louis-François», *Dictionnaire biographique du Canada*, XII, p. 555.

35. Gédéon Désilets (1845-1922) s'enrôle dans le contingent des zouaves pontificaux en 1867 et est fait prisonnier par les garibaldiens en 1870. Salué comme un héros à son retour à Trois-Rivières, il prend les rênes du *Journal des Trois-Rivières* en 1871 et les garde jusqu'à la disparition du journal en mars 1891. Ses frères Alfred, Pierre et Luc (curé de Cap-de-la-Madeleine et factotum de Mgr Laflèche) collaborèrent à son entreprise.

36. Il existait aussi une feuille conservatrice modérée, *Le Constitutionnel*, qui parut de 1868 à 1884, dirigée par Télesphore-Eusèbe Normand et Elzéar Gérin. *Le Constitutionnel* approuva le discours de Laurier mais souligna le caractère inopportun et malhabile du «Programme catholique».

avec l'assentiment épiscopal[37]. De 1865 jusqu'à sa disparition 26 ans plus tard, il aura appuyé les hommes politiques, les journaux et les textes favorables à l'ultramontanisme le plus strict. Il aura pris position en faveur des opinions de M^gr Bourget et de M^gr Laflèche dans les débats qui opposèrent ultramontains et «libéraux».

Devons-nous en déduire qu'une belle unanimité régnait à Trois-Rivières sous la férule de son évêque? Pareille conclusion négligerait l'opposition sourde qui se dressait contre les excès de ceux qui se nommaient «catholiques intégraux». Des journaux libéraux ont existé durant l'épiscopat de M^gr Laflèche et des hommes politiques ont pris leurs distances avec les idées ultraconservatrices[38]. L'apparition de six journaux libéraux s'effectue dans une période qui va de 1879 à 1890 en réaction contre les ultramontains. Ernest Pacaud, issu d'une vieille famille libérale locale, est le rédacteur de *La Concorde* mise sur pied par un groupe d'hommes d'affaires trifluviens[39]. La nouvelle feuille appuie le ministère libéral de Joly de Lotbinière, mais de façon nuancée; elle pèse le pour et le contre du libre-échange et témoigne de son admiration pour Mercier; elle se fait le porte-voix du député libéral Arthur Turcotte[40]. Le développement régional tient une large place dans ses colonnes; l'industrialisation, l'amélioration des méthodes agricoles et la construction ferroviaire reçoivent un soutien constant. En réponse aux inquiétudes du *Journal des Trois-Rivières*, *La Concorde* déclare qu'elle est soumise aux directives du pape; elle ajoute néanmoins qu'elle voue «une horreur inexprimable pour tout ce qui

37. Nive VOISINE, *op. cit.*, p. 158-159.

38. La prospérité euphorique amorcée en 1851 s'arrête à l'été 1854. Ce n'est pas avant 1864 qu'une relative amélioration se soit manifestée. Les années 1870-1873 sont très prospères mais la crise économique mondiale de 1873 met brusquement un terme à cet élan. Les journaux de 1874-1879 déplorent la stagnation et la pauvreté.

39. Dont Alexander Baptist, engagé dans le commerce du bois, Joseph Reynar, George Baillie Houliston, Ezekiel Moses Hart et son fils Henry, tous actifs dans le domaine bancaire ou la promotion des chemins de fer. Ernest Pacaud (1850-1904) est le fils de Philippe-Napoléon (1812-1884), patriote, ami de Dorion et admirateur de Papineau. Ernest était aussi le neveu d'Edouard-Louis Pacaud (1815-1889), procureur des Patriotes et artisan du développement économique trifluvien au milieu du siècle.

40. Arthur Turcotte (1845-1905) est le fils de Joseph-Edouard. Maire de Trois-Rivières (1876-1877), il est ministre dans le cabinet Mercier et est défait en 1890 en partie à cause de M^gr Laflèche auquel il s'était opposé dans la question des «buvettes». Il fut un ardent promoteur des chemins de fer comme son père.

suinte l'hypocrisie et décèle l'habitude d'exploiter les préjugés de race et de religion». *La Concorde* cesse de paraître en 1884, peut-être à cause de l'apparition d'un nouveau journal libéral, *Le Clairon*. Le rédacteur n'est connu que par son pseudonyme, qui est Roch[41]. *Le Clairon* affiche lui aussi son orthodoxie religieuse mais précise qu'il se tiendra loin de la «guerre entre catholiques» provoquée par des «laïcs qui ont manqué leur vocation et auraient dû revêtir la soutane». Il critique les «régenteurs» de la religion catholique qui se croient prédestinés. *Le Clairon* disparaît après cinq mois et fait place à une autre feuille libérale, *L'Ère nouvelle* de Georges-Isidore Barthe, laquelle s'évanouira à son tour après un an et demi, en décembre 1885. Le premier numéro de *La Liberté* sort des presses le 1er octobre de cette exceptionnelle année 1884. La société L.-J. Demers et Frères, qui édite déjà *Le Canadien* et *L'Événement* de Québec, en est le propriétaire-éditeur[42]. Le rédacteur de *La Liberté* se propose de promouvoir «la prospérité de Trois-Rivières et du District» en diffusant un quotidien à un sou qui, dans les faits, ne comprendra jamais plus de quatre pages. Le dernier numéro disponible est daté du 15 novembre 1886. *La Liberté* s'acharne contre François-Xavier-Anselme Trudel, qu'il nomme «le grand vicaire»[43] mais ne s'oppose pas au puissant député de Trois-Rivières, Sir Hector-Louis Langevin. Sa critique de l'ultramontanisme est plus subtile: il fait paraître la lettre de l'archevêque de Paris réprouvant un ouvrage écrit par un chanoine qui condamnait le chef de file des catholiques libéraux, Mgr Dupanloup, et la lettre de Léon XIII qui s'opposait explicitement à *L'Univers* de Louis Veuillot, en rappelant que l'enseignement de la doctrine relevait du pape et des évêques exclusivement.

Ces journaux libéraux écorchaient les conservateurs radicaux, tous proches de Mgr Laflèche. Ce dernier ne pouvait intervenir car les

41. On sait seulement qu'il fut un confrère de Sulte.

42. Il n'est fait mention de *La Liberté* ni dans Vallée (*op. cit.*) ni dans le Répertoire de Beaulieu et Hamelin. On y trouve autant de nouvelles et d'annonceurs provenant de la ville de Québec que de Trois-Rivières. Voulait-on par ce petit journal étendre l'influence économique de la vieille capitale? Ou faire pièce des excès des ultramontains trifluviens?

43. *La Liberté* se gausse également de «l'archiconfrérie catholique des castors» et du «chevalier Gédéon», «pieux et dévot éditeur de la sainte boutique», c'est-à-dire *Le Journal des Trois-Rivières*.

feuilles libérales affichaient le catholicisme le plus respectueux. Il eut l'occasion de sévir quand parut le plus virulent des journaux libéraux, *La Sentinelle*, à partir du 2 août 1884. Arthur Turcotte, Louis-N. Langelier et William Chagnon, trois libéraux bon teint, affichent qu'ils vont reprendre la tradition du *Pays* de Dessaulles et de *L'Avenir* de Dorion. J.-J. Ross et Langevin sont qualifiés de pendards et de sales renégats appartenant au parti de «la corde», instrument des bourreaux de Riel. Les textes contre les conservateurs et *L'Étendard* de Trudel sont de la même encre. C'en est trop pour Laflèche qui dénonce *La Sentinelle* comme dangereux, «par son mépris de l'autorité et ses tendances démagogiques [et] son persiflage des choses saintes[44]». *La Sentinelle* survit près d'un an à cet arrêt mais disparaît probablement faute d'annonceurs. William Chagnon rebaptise le journal *La Paix*, avec l'intention évidente d'éviter les foudres épiscopales en adoucissant le ton.

Les imprimeurs de *La Paix* sortant le premier numéro en novembre 1887, son programme est lui aussi celui du progrès de la région; *La Paix* veut faire renaître le commerce du bois alors en difficulté et accorder une attention spéciale à l'agriculture et à la colonisation. Honoré Mercier reçoit un appui total et enthousiaste; il est «le sauveur de la nationalité canadienne-française[45]». *La Paix* rappelle au journal des quatre frères Désilets que le libéralisme politique tel qu'entendu au Canada n'est pas condamnable[46]. Son rédacteur ironise contre *Le Journal des Trois-Rivières* qui admire MacDonald et Lynch, respectivement «un orangiste et un franc-maçon». Il publie en 1888 le long commentaire de M^gr Laflèche sur l'encyclique *Libertas præstantissimum* traitant de la liberté humaine[47] où le libéralisme catholique est condamné sans appel. Il oppose ensuite à cette interprétation des directives papales une autre explication venant

44. M^gr Laflèche, circulaire du 19 novembre 1886, dans *Mandements, lettres pastorales et circulaires*, III, 358. La condamnation est renouvelée par M^gr Gravel, évêque de Nicolet dans la circulaire du 9 décembre 1886. Les éditeurs de la *Sentinelle* en appelèrent auprès de l'archevêque de Québec qui les débouta.

45. Les résolutions de la conférence interprovinciale sont publiées en entier et commentées très favorablement.

46. Le rédacteur s'appuie sur des documents romains et les décrets du quatrième Concile de Québec (3 février 1888).

47. M^gr Laflèche, lettre pastorale du 18 septembre 1888, dans *Mandements, lettres pastorales et circulaires*, III, 430-570.

d'un auteur ecclésiastique français qui appelle «libéral» celui qui est «amateur de la liberté civile et politique de sa nation et la procure avec des moyens honnêtes». *La Paix* interrompt sa parution à la fin 1890. Avec ce journal disparaît une presse d'opposition au radicalisme du groupe de Mgr Laflèche tout en protestant de son orthodoxie en matière religieuse. Les valeurs libérales de tolérance et de modération reçoivent un écho favorable sans que les thèses des libéraux avancés touchant la séparation de l'Église et de l'État et la liberté totale d'expression et d'opinion ne soient défendues. Comment peut-on expliquer cette floraison subite et passagère de journaux anti-ultramontains? Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte. Les années 1880 à Trois-Rivières furent à la fois remplies d'attentes et ponctuées de difficultés économiques. De nombreux projets industriels et ferroviaires voient le jour mais presque tous font long feu; les journaux rapportent que les années 1880 sont particulièrement sombres du point de vue de l'économie[48]. Par ailleurs, on observe une sorte d'irritation contre la rigidité du conservatisme qu'il était de règle d'afficher à Trois-Rivières. Une montée de progressisme est visible dans la presse locale qui vante le succès américain; les déboires que connaît l'économie trifluvienne ne font qu'intensifier ce malaise.

Dans un autre ordre d'idées, une figure nouvelle incarne l'opposition à l'ordre établi. Arthur Turcotte, maire à 31 ans en 1876, député de 1876 à 1881 et de 1884 à 1890, affronte Mgr Laflèche sur divers sujets dont la question des permis d'alcool[49]. Ouvert au progrès matériel, il promeut vigoureusement les chemins de fer et propose même que sa ville devienne la capitale provinciale après l'incendie du palais législatif à Québec. Il use de sa plume acérée dans les feuilles libérales, dont *La Sentinelle*; enfin, il appuie Mercier malgré l'opposition de l'évêque. Turcotte se fait élire comme indépendant à

48. La grande scierie de l'île de la Potherie s'évanouit en cendres en 1887 et ne rouvre qu'en 1892; le désastre s'ajoute à une conjoncture mauvaise. Les trois quarts des emplois recensés dans le secteur du bois en 1881 sont perdus dix ans plus tard; la population de la ville décroît de 4% durant la même période.

49. Turcotte avait été élu en 1876 et en 1878 comme conservateur indépendant. Un même nombre de candidats libéraux et conservateurs furent élus à l'élection de 1878. Le choix de Turcotte déterminerait donc qui serait porté au pouvoir au Québec, or le député de Trois-Rivières appuya les libéraux de Joly de Lotbinière. Turcotte s'aliéna les conservateurs locaux et le *Journal des Trois-Rivières* qui le traite de traître et de «vire-capot».

l'élection partielle de 1884 mais joint à nouveau le Parti libéral comme merciériste. Réélu par une majorité de 14 voix en 1886, il est nommé ministre sans portefeuille l'année suivante et devient premier ministre par intérim en novembre de la même année. Le prestige du député trifluvien est grand et Mercier le choisit comme procureur général en 1888[50]. Turcotte sera finalement défait à l'élection de 1890 par 43 voix seulement; M[gr] Laflèche fut accusé d'avoir favorisé le candidat conservateur et on prêta à Mercier l'intention de poursuivre l'évêque.

Le départ de Turcotte mettait fin à l'unique percée libérale à la législature entre 1848 et 1900 pour Trois-Rivières. Trois-Rivières avait envoyé quatre députés, tous bleus, à l'Assemblée législative de la Province du Canada entre 1848 et 1867[51]. Cinq députés conservateurs[52] se succédèrent à la législature provinciale entre 1867 et 1900; il arrive même, aux élections de 1867 et de 1871, que deux candidats d'allégeance conservatrice s'affrontent devant l'électorat. Quatre conservateurs représentent Trois-Rivières à la Chambre des communes sans interruption de 1867 à 1900: deux vedettes du parti fédéral sont imposées à Trois-Rivières afin d'assurer leur victoire dans un comté sûr[53]. Au conseil municipal, trois libéraux seulement figurent parmi les 16 maires en fonction entre 1846 et 1900; ils ont dirigé les destinées de la ville durant une période totale de six ans sur un total de 54 ans[54]. Napoléon Bureau, l'ancien président de l'Institut canadien, est élu deux fois. Le libéral avait mis ses idées avancées de côté lorsqu'il se présenta à l'élection fédérale de 1874. Bureau écrit, dans

---

50. Turcotte fut réélu avec 191 voix de majorité à l'élection partielle du 25 mai 1888 consécutive à sa nomination de procureur général.

51. Antoine Polette (1848-1858) avait été réformiste avant son élection; modéré à celle de 1854, il fut élu comme bleu en 1856. William Dawson (1858-1861), unioniste et tory fut mal reçu par les Trifluviens qui le considéraient comme étranger à la région. J.-Édouard Turcotte (1861-1864) se présente comme bleu mais il était un ancien Patriote et avait eu des affinités avec les réformistes des années 1840-1850. Charles Boucher de Niverville (1865-1867) était conservateur depuis toujours.

52. Louis-Charles Boucher de Niverville (1867-1868), Sévère Dumoulin (1868-1869 et 1881-1884), Charles-Borromée Genest (1869-1871), Henri-Gédéon Mailhot (1871-1876) et Télesphore-Eusèbe Normand (1890-1900).

53. Louis-Charles Boucher de Niverville (1867-1868), William McDougall (1868-1878), Sir Hector-Louis Langevin (1878-1896) et Sir Adolphe Caron (1896-1900).

54. Arthur Turcotte (1876-1877), Napoléon Bureau (1872-1873 et 1877-1879) et Richard-Stanislas Cooke (1896-1898).

sa lettre de présentation: «Dans toutes les questions religieuses, je me ferai un devoir impérieux de consulter mon évêque et de m'en rapporter à sa lumière et à son autorité.» Il est néanmoins défait par le conservateur McDougall qui avait offert la même soumission quelques jours après Bureau. Les libéraux font également une percée au sein de l'échevinat et deviennent majoritaires dans la décennie 1890: ils passent de un sur sept en 1874 à cinq sur sept en 1896.

Il ressort de ce rapide survol que la présence de libéraux sur la scène politique trifluvienne demeure discrète durant le XIX[e] siècle; ils recueillent tout de même 39% du vote exprimé à la législature provinciale et 34,9% au parlement fédéral[55]. Le Parti libéral fédéral ayant obtenu 46,2% du vote au Québec et le Parti libéral provincial 45,9% pour la même période, on en déduit que l'électorat trifluvien a voté nettement moins libéral en moyenne que l'ensemble de l'électorat québécois. On serait enclin à croire que les libéraux plus ouverts à la modernité ont été plus progressistes dans tous les domaines. Or l'examen des programmes des candidats aux élections et de leur biographie ne nous permet pas de conclure que les conservateurs, les «bleus» et les ultramontains étaient nécessairement plus rétrogrades que les libéraux. Ainsi, à l'élection de 1857, les deux candidats promettent d'accélérer l'ouverture du Haut-Saint-Maurice afin de favoriser le commerce du bois. Les ultramontains les plus radicaux, comme François-Xavier-Anselme Trudel, tant conspué par les libéraux, peuvent présenter un programme progressiste en matière économique. Trudel suggère à l'élection de 1871 la création d'industries reliées à l'exploitation des forêts et des mines de fer. Il mène une enquête sur la nature des industries à créer et les causes qui retardent leur expansion[56]. Les conservateurs, maires ou députés de la ville, dirigeants de la Chambre de commerce ou de la Commission du havre, sont tout autant engagés dans le développement régional comme promoteurs et entrepreneurs dans les secteurs de la navigation et du transport ferroviaire, de la sidérurgie et de l'industrie que les libéraux fédéraux et provinciaux. Il n'est pas rare de voir un

55. Les calculs incluent les votes accordés aux conservateurs et libéraux indépendants.

56. Jean HAMELIN et Nive VOISINE (dir.), *Les ultramontains canadiens-français*, Montréal, Boréal Express, 1985, p. 205-240.

libéral côtoyer un conservateur au bureau de direction d'une société ferroviaire[57].

Ainsi, entre 1867 et 1900, les libéraux trifluviens sont presque toujours à l'écart du pouvoir; ils constituent néanmoins une force politique avec laquelle il faut composer. Le vent tourne durant la décennie 1890: Laurier devient premier ministre en 1896 et les libéraux provinciaux dirigent la province à partir de 1897. L'électorat trifluvien emboîte le pas et envoie des libéraux à Ottawa et à Québec en 1900. Par ailleurs, M[gr] Laflèche s'éteint en 1898. Intraitable jusqu'à la fin, le vieil évêque est de plus en plus isolé dans le nouveau paysage religieux et politique qui se dessine[58]. À l'instar de l'épiscopat québécois, son successeur, M[gr] François-Xavier Cloutier, évitera de s'immiscer ouvertement dans les débats politiques tout en enseignant avec fermeté les positions de l'Église en matière sociale.

Un facteur d'ordre économique a joué également dans la nouvelle orientation politique. La Mauricie connaît une mutation profonde de sa structure socioéconomique à partir de 1890 environ. La mise en exploitation à Sainte-Flore d'une usine de pâte à papier en 1889 donne le coup d'envoi à la seconde industrialisation de la région. L'aménagement de la rivière Saint-Maurice pour la production électrique à grande échelle à partir de 1898 attire l'implantation d'usines grandes consommatrices de houille blanche dans les secteurs de l'électrochimie, de l'électrométallurgie et des pâtes et papiers. Des centres urbains naissent autour des usines à Shawinigan, Grand-Mère, La Tuque et Cap-de-la-Madeleine. En une génération, le visage de la région est métamorphosé: la Mauricie de 1930 est devenue urbaine et industrielle.

---

57. Il faut souligner que la classe d'affaires trifluvienne, bien que partagée entre libéraux et conservateurs, se fréquentait quotidiennement à l'hôtel de ville et au palais de justice; elle se retrouvait sur le parvis de la cathédrale après la grand-messe dominicale. Les notables habitaient quatre ou cinq bouts de rues et se voyaient dans le mouvement associatif; de plus, ils étaient apparentés au moins par alliance dans bon nombre de cas, comme l'ont révélé des études généalogiques et le mémoire de maîtrise de François Guérard («Les notables de Trois-Rivières au dernier tiers du XIX[e] siècle», M.A. [Études québécoises], Université du Québec à Trois-Rivières, 1984, iv-137 p.).

58. Admiré pour son éloquence, son courage et son zèle apostolique, M[gr] Laflèche fait l'objet d'un véritable culte par le clergé de l'évêché et du séminaire; l'inauguration de son monument donne naissance à une littérature hagiographique et les élèves du séminaire font son apologie dans des dissertations jusqu'en 1934 environ.

Les circonstances favorables et l'action concertée de sa bourgeoisie d'affaires contribuent à faire de Trois-Rivières la plaque tournante de l'économie d'une région en plein essor. Déjà centre religieux, intellectuel et judiciaire, la ville s'affirme comme le pôle régional au plan des services et de la distribution. Les années 1892-1907 sont prospères également grâce à l'arrivée de manufactures, de la construction d'un réseau ferroviaire et de la mise sur pied d'une foire agricole annuelle. Toutefois, le véritable décollage s'effectue en 1908 quand une grande usine textile ouvre ses portes. Trois papeteries, une sidérurgie et deux chantiers maritimes s'installent dans l'agglomération trifluvienne durant les 20 années qui suivent; la population triple de 1901 à 1931. L'emprise des libéraux sur la ville a été favorisée par un dernier facteur, qui est la présence forte de deux hommes politiques, l'un à Québec, l'autre à Ottawa durant le premier quart du présent siècle. Un singulier mélange de progressisme économique et de conservatisme social et religieux s'est manifesté durant cette époque faste de l'expansion trifluvienne.

Cette vision d'ensemble est ressortie du dépouillement des journaux trifluviens pour la période 1900-1929. La presse libérale connaît des moments difficiles entre 1890 et 1908; quelques tentatives de courte durée ont abouti à l'échec. Georges-Isidore Barthe fait paraître *L'Indépendance canadienne* à partir du 5 octobre 1894; son programme en 25 points est fondé sur la tolérance entre les peuples, la promotion des écoles séparées et du libre-échange. Le point essentiel du manifeste est la revendication de l'indépendance du Canada qui formerait une république libre de tout lien impérial[59]. En mai 1896, Barthe vilipende *Le Trifluvien,* «cette sale feuille qui se couvre hypocritement sous le manteau de la religion qu'il [*sic*] prostitue, porte-ordures du parti de la clique». *L'Indépendance canadienne* disparaît un mois plus tard[60]. Par contre, la presse conservatrice est

59. Quelque peu frondeur, Barthe écrit qu'il a choisi Trois-Rivières «qui a la réputation d'être l'endroit le plus réactionnaire du Dominion» parce que la jeunesse, elle, selon lui, est libérale.

60. Les journaux trifluviens font allusion à deux autres feuilles libérales dont nous n'avons pu retracer aucun exemplaire. *L'Éclair* commence à paraître en septembre 1896; on sait que son directeur, Edouard-Honoré Tellier dirige déjà *L'Écho de Louiseville*; la dernière mention est de 1900. Le premier numéro du *Courrier* sort des presses en février 1902 sous la direction de René de Chalus; la dernière mention dans *Le Trifluvien* est d'octobre de la même année. (Voir VALLÉE, *op. cit.*, p. 65)

établie sur des assises solides avec *Le Trifluvien* et *Le Bien public*. Le premier, qui existe depuis 1888, se range dans le clan ultramontain contre Mercier et Laurier[61]. *Le Trifluvien* cesse de paraître en juin 1908 quand son atelier est détruit dans le grand incendie qui rase tout le centre-ville. L'évêché est à l'origine de la naissance, en 1909, du *Bien public*, journal voué à la diffusion de la pensée sociale de l'Église et des valeurs conservatrices. Bien rédigé et de facture soignée, *Le Bien public* proclame son indépendance politique et se sent au-dessus de la mêlée. Il appuie néanmoins les conservateurs en adoptant un ton pondéré[62].

Le climat de renouveau stimulé par la reconstruction contribue à la naissance d'un autre journal, *Le Nouveau Trois-Rivières*, qui promeut la ville comme centre régional et industriel. Sa vision du développement épouse celle du gouvernement Gouin qu'il appuie sans réserves aux élections de 1912 et 1916 à cause des mesures prises en faveur de l'instruction publique, de la colonisation, de la voirie et de la législation ouvrière[63]. *Le Nouveau Trois-Rivières* cesse de paraître en 1917; *Le Trifluvien* refait surface aussitôt mais avec des couleurs libérales. Le manifeste de Laurier «le chef vénéré», «le sauveur de la nation», sur la conscription et l'effort de guerre, reçoit un écho admiratif; à l'élection provinciale de 1919, le ministère Gouin est fermement appuyé, *Le Trifluvien* lui attribue l'ère de progrès que la province connaît.

Vers 1920, Trois-Rivières aussi vit sous l'ère du développement accéléré. Le temps est venu pour la parution d'un quotidien à grand tirage, dont la forme et le contenu s'apparenteraient aux journaux montréalais développés sur le modèle nord-américain. L'avocat libéral Alfred Cambray, qui dirige *Le Trifluvien*, s'associe à un homme

---

61. *Le Trifluvien* avait supplanté le *Journal des Trois-Rivières* dont le dernier numéro est du 19 mars 1891.

62. *Le Bien Public* appuie néanmoins Laurier lors de l'élection fédérale de 1917 qui se déroule avec la crise de la conscription comme arrière-plan. Toutefois, il se réjouit de la défaite de T.-D. Bouchard dans Saint-Hyacinthe en 1919, précisant que la «bonne réputation de la province ne perdra rien à ne pas compter Bouchard au sein de notre législature catholique et française».

63. Une feuille conservatrice, *Le Courrier*, qui existe de 1913 à 1917, s'opposa au *Bien public* et entretint des polémiques acerbes contre le *Nouveau Trois-Rivières*. *Le Courrier* disparut lors de la crise de la conscription; la promotion régionale tenait une place de premier rang dans ses colonnes.

d'affaires de Québec et fonde *Le Nouvelliste* en 1920[64]. Le nouveau journal évite visiblement de s'associer à une faction politique et accorde un traitement assez équitable aux informations politiques durant les élections. Les discours des assemblées libérales et conservatrices sont présentés côte à côte et les éditoriaux sont très modérés, soupesant le pour et le contre.

Malgré cet équilibre dans les médias, les libéraux ont nettement dominé la scène politique trifluvienne. Les électeurs envoient des libéraux les représenter à Ottawa de 1900 à 1931 et à Québec de 1900 à 1927. Par contre, les conservateurs sont présents à la mairie durant une quinzaine d'années[65]. La ville fut très légèrement moins libérale que l'ensemble de la province: 59,8% du vote fédéral et 57,7% du vote provincial sont allés aux candidats libéraux à Trois-Rivières contre 62,7% et 59,3% pour le Québec au complet entre 1900 et 1927.

Les élections fédérales de 1900 ont permis au libéral Jacques Bureau d'accéder à la scène politique; à la «vague Laurier» s'était ajoutée la division des conservateurs locaux entre deux aspirants à la candidature du parti[66]. Le fils de Napoléon Bureau inaugurait ainsi une prestigieuse carrière politique au parlement d'Ottawa[67]. Député durant 25 ans, il est élu sans opposition en 1907, 1917 et 1922, et récolte des majorités appréciables lors des autres élections sauf en

64. Joseph-Herman Fortier, directeur de *L'Événement* et d'une firme de magasins à succursales demeure propriétaire du *Nouvelliste* jusqu'en 1935. Cambray laisse la rédaction en 1921. Émile Jean, directeur-gérant jusqu'en 1923, lui succède; il cède la place à Hector Héroux, frère d'Omer et d'Onésime, en 1923. Héroux sera rédacteur en chef jusqu'en 1948.

65. Richard-Stanislas Cooke (1900-1904), Joseph-Adolphe Tessier (1904-1921) et Louis-Philippe Mercier (1921-1927) représentent Trois-Rivières à l'Assemblée législative; la circonscription fédérale de Trois-Rivières/Saint-Maurice envoie Jacques Bureau (1900-1925) et Arthur Bettez (1925-1931) au parlement canadien. Huit maires se succèdent de 1900 à 1931; François-Siméon Tourigny (1906-1908), J.-Adolphe Tessier (1913-1921) et Arthur Bettez (1923-1931) sont les seuls libéraux. Consécutivement, le maire est également député de 1913 à 1921 et de 1925 à 1931.

66. *Le Trifluvien* et la majorité des conservateurs locaux opposaient le populaire Philippe-Élisée Panneton, ancien maire et agent important du développement de la ville, au député Sir Adolphe Caron qui habitait Québec. Appelé comme arbitre, le curé de Trois-Rivières trancha en faveur de Panneton, ce qui n'apaisa pas les dissensions.

67. Jacques Bureau (1860-1933) exerce le droit au Manitoba et au Wisconsin de 1882 à 1898 avant de s'établir à Trois-Rivières. Solliciteur-général dans le cabinet Laurier (1907-1911), il devient ministre des Douanes et Accises dans le cabinet King (1921-1925). Il siège ensuite au Sénat jusqu'à son décès.

1911. Ses adversaires politiques ont tenté de démontrer qu'il ne prenait pas toujours les intérêts de l'Église à cœur; on alla même jusqu'à l'accuser d'être un franc-maçon, ce qu'il nia vigoureusement[68]. En revanche, Bureau fut loué unanimement comme un promoteur du développement de la Mauricie et un régionaliste agissant. Pour lui, la grande devise du Parti libéral était le respect des opinions. Bureau stimule l'adulation vouée à Laurier au Canada francophone. En 1918, une manifestation monstre rassemble des milliers de partisans[69] qui écoutent le discours du vieux chef libéral et d'Ernest Lapointe; le décès de Laurier, survenu l'année suivante, laisse Trois-Rivières en deuil[70]. Aux élections, Bureau reçoit le vote urbain et celui des paroisses neuves, laissant à ses adversaires successifs les paroisses riveraines comme Yamachiche[71].

Le second personnage libéral est J.-Adolphe Tessier[72], qui est élu sans opposition député provincial en 1904; il le demeurera durant 17 ans sans jamais connaître la défaite électorale. Il obtient des majorités significatives à toutes les élections sauf celle de 1919 où il est élu sans opposition. Proche de la population ouvrière qui vient de s'établir à Trois-Rivières, Tessier est un politicien roublard qui sait s'attirer les suffrages des foules[73]. Tessier s'attribue en 1912 la venue

68. *Le Courrier* l'accusa en 1913 d'avoir soutenu des chefs syndicaux des unions internationales qui critiquaient le clergé; *Le Bien Public* déclara que Bureau avait insinué que l'évêché investissait l'argent des fidèles dans son financement. Un adversaire à l'élection de 1921 prétendit que Bureau s'était opposé à M^gr Paul-Eugène Roy lors d'une assemblée syndicale et que Bureau se moquait de la sacristie et des «mangeurs de balustre».

69. *Le Trifluvien* avance le chiffre de 20 000 personnes.

70. Les magasins décorent leurs vitrines de photographies de Laurier entourées de noir; un service solennel est chanté à la cathédrale tendue de noir, l'évêque assiste au trône accompagné de ses chanoines. À l'été de cette même année, un «char allégorique» représentant Laurier fait partie du défilé de la Saint-Jean.

71. Un relevé effectué pour les élections de 1900, 1911, 1921, 1925 et 1926 permet de constater la persistance de la répartition du vote.

72. Joseph-Adolphe Tessier (1861-1928), né à Sainte-Anne-de-la-Pérade est admis au Barreau en 1885. Il est procureur de la ville de 1896 à 1904, puis maire de 1913 à 1921. Il est ministre de la Voirie et responsable du patronage de 1914 à 1921 dans le cabinet Gouin. Il démissionne comme député en 1921 quand il est nommé président de la Commission des eaux courantes du Québec.

73. François Roy, «J.-Adolphe Tessier, ministre régional», *Les Cahiers nicolétains*, 10, 4 (décembre 1988); «Le crépuscule d'un rouge...»; Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, vol. 1, p. 31-38.

à Trois-Rivières d'une école normale et proclame qu'il a facilité celle d'un orphelinat, du Jardin de l'Enfance et des grandes usines. Il aurait rendu possible la construction d'un pont et la reconstruction du palais de justice. Le docteur Louis-Philippe Normand[74] est le troisième acteur politique des années 1900-1930. Conservateur comme son père Télesphore-Eusèbe Normand, il est maire de Trois-Rivières à deux reprises et se présente contre Bureau en 1911 et en 1921. Arthur Meighen le nomme président du Conseil privé dans son éphémère cabinet de septembre 1921. Réputé pour sa courtoisie et sa distinction, Normand recueille le vote de la petite bourgeoisie mais ne réussit pas à s'imposer auprès de la classe ouvrière. Ce facteur ajouté au contexte défavorable pour les conservateurs fédéraux lui a ravi la carrière politique parlementaire à laquelle il aspirait. Normand représenta néanmoins une opposition sérieuse aux libéraux, surtout à l'élection de 1911.

Les libéraux sont dominants à Trois-Rivières vers 1920. La puissante machine électorale rodée par Bureau et Tessier aide beaucoup la victoire de Louis-Philippe Mercier à Québec en 1923 et d'Arthur Bettez à Ottawa en 1925[75]. Du côté conservateur, le fils du juge Nérée Duplessis fait naître les plus grands espoirs. Maurice Duplessis, né en 1890, est un brillant plaideur, défenseur des petites gens et sans égal dans les assemblées où ses réparties cinglantes tournent les foules en sa faveur. Il fait son entrée politique en 1921 en dénonçant l'administration Tessier éclaboussée par une enquête qui avait mis au jour des pratiques douteuses; le jeune tribun se lève lors d'une assemblée de la Chambre de commerce et réclame la démission d'un des personnages impliqués dans le scandale. Il devient populaire rapidement et nul n'est surpris de le voir choisi candidat à l'élection provinciale de 1923.

Lors d'assemblées très courues, Duplessis critique le gouverne-

---

74. Louis-Philippe Normand (1863-1928) exerce la médecine à partir de 1886 et, après des études aux États-Unis et en Europe, devient président de plusieurs associations médicales provinciales et nationales. Il avait été échevin en 1900 et dirigeait un hôpital privé au centre-ville.

75. Arthur Bettez (1871-1931) devient commis-comptable après des études à l'Académie de-la-Salle à Trois-Rivières. Louis-Philippe Mercier (1877-1962), né à Rivière-du-Loup, est admis à la pratique du notariat en 1905. Il fut shérif du district de Trois-Rivières de 1931 à 1961.

ment Taschereau[76]; il perd néanmoins l'élection par 784 voix contre Louis-Philippe Mercier. Après avoir refusé la candidature conservatrice à l'élection fédérale de 1925, Duplessis se porte à nouveau candidat contre Mercier en 1927 et réussit à convaincre l'électorat. Il a affiné sa stratégie électorale: il rencontre les agriculteurs de la banlieue et tient des assemblées de quartier. L'analyse du vote par bureau de scrutin montre qu'il a obtenu sa plus forte majorité chez les cultivateurs; il attire le vote de la petite bourgeoisie résidant au centre-ville mais son adversaire recueille des majorités dans les paroisses ouvrières. Ainsi, Trois-Rivières accorde aux conservateurs la confiance qu'elle leur refusait depuis un quart de siècle; Duplessis remportera toutes les élections de 1927 à 1956 sans exception. Un mélange de traditionalisme social et de progressisme économique constituera la marque des deux gouvernements Duplessis; ce singulier amalgame prévalait déjà sous le règne des libéraux à Trois-Rivières depuis le début du siècle.

Du côté du traditionalisme, l'ombre de M^gr Laflèche se profile sur la scène trifluvienne jusqu'aux années 1930. Sa vision ultramontaine du rôle de l'Église ne s'étendait pas au domaine ouvrier; commentateur abondant de certaines encycliques de Léon XIII, il ne glissa aucun mot sur *Rerum novarum* en 1891. Pourtant l'essor économique avait amené des manufactures à Trois-Rivières et grossi les effectifs de la classe ouvrière; la question sociale devenait donc d'actualité. C'est un laïc, Gustave Vekeman, qui aborde le premier la question de la condition ouvrière vue sous l'angle de l'enseignement de l'Église dans ses éditoriaux du *Trifluvien* à partir de 1901[77]. Il revendique des

76. Il réclame une administration de la justice «où les coupables sont punis», le rétablissement de l'autonomie des municipalités contre le ministère des Affaires municipales et plus de compétence dans la fonction publique. L'«autocratie» du «régime» Taschereau est également prise à partie. L'adversaire de Duplessis promet quant à lui une école de papeterie, des routes régionales et la réparation du pont sur le Saint-Maurice.

77. Vekeman signe ses éditoriaux du pseudonyme Jean des Érables. D'origine belge, il était arrivé à Montréal vers 1890 et avait fondé trois feuilles promouvant la doctrine sociale de l'Église durant la décennie 1890-1900. Mécontent de l'attitude ultraconservatrice du *Trifluvien* et de ses positions partisanes, Vekeman quitta son poste et fonda *L'Intérêt public* en décembre 1904. On retrouve, dans ce journal qui ne dura pas un an, des références au catholicisme social belge. Dépité, il laissa le journalisme catholique et Trois-Rivières en devenant interprète à la station de Grosse-Île. M^gr Cloutier confia plutôt la responsabilité de la diffusion de la pensée catholique à des membres du clergé en fondant *Le Bien Public* quatre ans plus tard.

salaires décents, des logements salubres, une formation adéquate et la sécurité d'emploi pour les ouvriers. Les entrepreneurs qui exploitent leur main-d'œuvre sont pris à partie; un salaire convenable est réclamé pour les enseignantes. Nommé président honoraire du Cercle catholique, Vekeman prononce des allocutions sur la vie des mineurs en Belgique et la menace du socialisme. Vekeman part en 1905 mais les préoccupations qui l'animaient prennent plus de relief lorsque la grande industrie s'implante à Trois-Rivières à partir de 1908. Le maraudage des unions internationales se met en branle dès l'ouverture de Wabasso Cotton; l'évêque de Trois-Rivières y réagit promptement en organisant le syndicalisme catholique. L'abbé Émile Cloutier et le curé Jules Massicotte de la cathédrale vont en Belgique recueillir les connaissances nécessaires à l'implantation de syndicats contrôlés par l'Église. Avec l'abbé Hervé Trudel, les deux clercs signent une chronique syndicale dans *Le Bien Public* qui informe ses lecteurs des progrès de l'entreprise diocésaine. L'encyclique sociale de Léon XIII est lue, commentée et l'on explique comment la mettre en pratique. De cette façon, l'Église maintient solidement son emprise sur la vie sociale et religieuse de ses ouailles; la participation de l'évêché à la création des Caisses populaires et à la diffusion des connaissances sur l'hygiène de même que la fondation de quatre paroisses urbaines relèvent de la même stratégie d'encadrement. Mgr Cloutier, le dauphin et successeur de Mgr Laflèche, n'est pas un novateur. Il maintient les positions fermes de son illustre prédécesseur mais se plie aux réalités nouvelles d'une société urbaine et industrielle afin d'assurer à l'Église la pérennité de son rôle de guide moral et spirituel. Mgr Cloutier soutient des positions réactionnaires jusqu'à la fin de son long épiscopat en 1934[78]. Ainsi écrit-il à Alphonse Desjardins le 7 septembre 1912: «[...] notre cher pays s'en va à la révolution, si nous ne savons pas [...] arrêter à temps le libéralisme religieux, social, politique et économique [...] Il nous faut l'action sociale et

78. Mgr François-Xavier Cloutier (1848-1934) est né à Sainte-Geneviève-de-Batiscan. Toute sa carrière se déroule à Trois-Rivières comme professeur au séminaire à partir de 1872, curé de la cathédrale (1884) et chanoine. Ce n'est pas une surprise de le voir succéder à Mgr Laflèche en 1899 tant ce dernier l'avait présenté comme son fils spirituel.

l'organisation économique qui seront le moyen de ramener l'union indispensable du peuple et du clergé[79]».

M[gr] Cloutier épaule fermement l'idéologie ruraliste dans sa lettre pastorale du 1[er] janvier 1914: «Chez tous les peuples, la terre est la plus solide assise de la prospérité publique [...] C'est au sein de la classe agricole, que se trouve le plus puissant facteur de la richesse nationale, en même temps que le plus ferme soutien de nos précieuses traditions.»

Portant un jugement sévère sur la condition de la famille en milieu urbain, il écrit: «Nous sommes en pleine décadence religieuse et morale», dans une autre lettre pastorale datée, celle-ci, de 1928.

Cette profession de foi explicite contre la modernité prononcée par le chef spirituel de la région n'était pas de nature à favoriser l'ouverture des idées et la tolérance. En écho à cette perspective, la suspicion est levée contre l'idée même de progrès matériel. L'abbé Hervé Trudel, sous le pseudonyme de Parfondeval, avance dans *Le Bien Public* que «la poussière soulevée par le char du progrès» a grisé beaucoup de natures par trop enthousiastes.

Il est clair que ces propos font partie d'un discours officiel en réponse aux misères et aux déceptions de l'époque, discours soucieux de revenir à un ordre ressenti comme idéal perdu. La tonalité du discours chez les acteurs du développement local est tout autre. Trois-Rivières connaît la plus forte croissance de son histoire entre 1908 et 1925. Beaucoup de gens entonnent le chant du progrès illimité, à commencer par les journaux; même *Le Bien Public* n'échappe pas à ce courant d'euphorie. «En avant le progrès» est le mot de l'heure, des publicités pleine page vantent Trois-Rivières, «la ville de l'avenir», la «cité la plus progressive au Canada». Le conseil municipal n'hésite pas à endetter la ville outre mesure afin d'attirer les entreprises au moyen de subventions et d'exemptions de taxes généreuses. La fièvre de la spéculation s'empare même de certains élus municipaux[80].

---

79. Yvan ROUSSEAU, «L'enracinement et la transformation d'un mouvement social. La Fédération des caisses populaires Desjardins du centre du Québec et ses établissements affiliés, 1909-1970», Ph.D. (Études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1993, p. 84.

80. Le lendemain de la fête a été difficile: l'enquête de 1921 révèle que des échevins ont partie liée avec des firmes subventionnées par la municipalité. Les contribuables trifluviens sont devenus les plus taxés de la province; des grèves et la faillite d'un chantier

Le «progressisme» économique et technologique appartient autant au discours des conservateurs qu'à celui des libéraux. Le menu électoral des candidats conservateurs comprend la promotion du réseau routier et du réseau ferroviaire, l'amélioration de l'agriculture et la création d'écoles techniques[81]. Selon une étude récente[82] sur la santé publique à Trois-Rivières entre 1887 et 1939, les conservateurs locaux auraient été plus novateurs que les libéraux en matière de gestion sanitaire. Ainsi la comparaison du contenu des discours libéraux et conservateurs n'a fait ressortir aucune différence majeure durant la période 1900-1930.

Paradoxalement, les libéraux trifluviens ont pavé la voie au duplessisme comme vision politique et stratégie électorale. En effet, les grandes composantes de la pensée et de l'action politiques de Duplessis s'enracinent dans le terreau trifluvien constitué d'un mélange de conservatisme social frileux et rigide, et de progressisme économique en accord avec le grand mouvement nord-américain valorisant le progrès matériel comme source de bonheur[83]. L'expérience électorale que Duplessis acquiert à Trois-Rivières durant les années 1920 lui révèle les ingrédients du succès: s'assurer l'appui de la classe agricole, séduire la petite bourgeoisie et donner l'apparence de ne pas s'opposer aux chefs religieux et à leur enseignement. Duplessis comprend que le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs est de rejoindre le peuple par un discours dans lequel il se reconnaît et de s'attacher les élites traditionnelles par des projets rassurants. Reste l'ingrédient du nationalisme qui sera ajouté quand Duplessis montera sur la scène politique provinciale durant la décennie sui-

---

naval dans lequel la Ville avait investi laissent un goût amer. Seule l'ouverture de deux grandes usines de pâtes et papiers au même moment permet d'éviter le marasme.

81. Ainsi, Pierre-Narcisse Martel, candidat contre Tessier à l'élection de 1912, favorise la construction de deux lignes ferroviaires liant Trois-Rivières aux grands réseaux nationaux, de meilleures routes vers Shawinigan, Montréal et Québec, et l'abolition du péage sur le pont de la rivière Saint-Maurice.

82. François GUÉRARD, «La santé publique dans deux villes du Québec de 1887 à 1938. Trois-Rivières et Shawinigan», Ph.D. (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1993, xiii-525 p.

83. Fernande ROY, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Éditions du Boréal, 1993: 95-98; Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL, *Restons traditionnels et progressifs. Pour une nouvelle analyse du discours politique: le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1988, 399 p.

vante. Déjà il avait su faire vibrer la fibre locale en affirmant que les intérêts des Trifluviens passeraient avant ceux du parti[84]. Ainsi, le paysage libéralo-conservateur des années 1900-1930 à Trois-Rivières a rendu ce double service au futur premier ministre et chef de l'Union nationale de lui procurer son assise politique et sa stratégie pour convaincre les électeurs. De son côté, le régionalisme mauricien des années 1930 est un mouvement de fierté régionale dont les sources peuvent être décelées dans l'environnement idéologique du début du siècle. Issu des rangs du clergé local, sous l'inspiration de l'abbé Joseph Gélinas et de l'abbé Albert Tessier, ce courant d'idées reprenait les idées des conservateurs et des libéraux trifluviens du temps, dans une entreprise de valorisation collective par l'exaltation des héros de l'histoire, de la vie rurale et de la nature mauriciennes[85].

* *
*

Un regard d'ensemble posé sur Trois-Rivières pour la période 1850-1929 fait voir une société globalement traditionaliste et attentive au discours de conservation d'inspiration cléricale et petit-bourgeois qui prédominait au Canada français. Vision où se lit souvent la nostalgie d'un ordre révolu de pair avec un progressisme dans le registre du développement matériel — voies de communication, améliorations des techniques agricoles, hygiène et mode de vie au quotidien. On voit même des ultramontains radicaux promouvoir un progrès économique avant-gardiste. Ainsi, les idées progressistes en matière économique ne vont pas nécessairement de concert avec les idées avancées dans les domaines sociaux et religieux. Les unes peuvent exister sans les autres chez le même individu. Cette constatation incite à opérer une distinction entre le libéralisme à proprement parler et le discours des hommes politiques, journalistes et autres acteurs sociaux dits libéraux. La meilleure façon de voir clair dans cet enchevêtrement est de relever dans les discours la présence ou l'absence des éléments constituants des diverses acceptions du libéralisme.

84. «Trois-Rivières d'abord, Trois-Rivières toujours» scande-t-il comme un slogan dans ses discours prononcés en sol local.

85. René Verrette, «Le régionalisme mauricien des années trente», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47, 1 (1993): 27-52.

Le sens courant du libéralisme comme attitude de compréhension qui pousse à la tolérance et favorise la largeur de vues n'est guère à l'honneur en milieu trifluvien où la moindre divergence d'avec la pensée cléricale et ultramontaine est associée au libre examen et son auteur jugé comme libre-penseur. Les jeunes membres de l'Institut canadien ont peut-être pris leurs distances d'avec cette vision étroite mais les sources sont muettes à ce sujet. Si on désigne comme libéraux, comme aux États-Unis, les partisans d'une politique progressiste, les hommes d'affaires trifluviens de 1880-1920 peuvent être insérés dans ce cadre de désignation. Sont-ils des libéraux au sens où l'entend Fernande Roy dans son ouvrage sur les milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle? Il est permis d'en douter, car s'ils sont progressistes et promeuvent l'harmonie entre les deux groupes linguistiques, ils sont loin de remettre en question le pouvoir clérical en certains domaines. À Trois-Rivières, il n'y a pas de débats entre cléricaux et anticléricaux mais plutôt entre catholiques radicaux (ultramontains) et catholiques modérés comme Turcotte et les Bureau père et fils. Aucun équivalent des Dessaulles, Beaugrand ou même T.-D. Bouchard ne se retrouve en milieu trifluvien. Trois-Rivières ne peut se comparer à Saint-Hyacinthe, où exista durant la totalité de l'époque à l'étude un noyau réfractaire au clergé, de Dessaulles à Bouchard[86], ni même à L'Avenir[87] ou Arthabaska[88]. Quand Laflèche étiquette celui-ci ou celui-là de libéral, il désigne en fait des ultramontains modérés, capables de composer avec la réalité dans une perspective de souplesse et de compromis. Le chef spirituel associe faussement Laurier au rationalisme doctrinaire qu'il confond avec le libéralisme respectueux de l'Église; Laurier peut expliquer posément qu'il favorise le libéralisme politique anglais fondé sur des réformes modérées et pacifiques, Mgr Laflèche ne songe qu'aux proscriptions du *Syllabus* de 1864. À quoi tient cet acharnement? Les historiens qui se sont penchés sur le cas de l'évêque

86. Yvan LAMONDE, *Louis-Antoine Dessaulles. Un seigneur libéral et anticlérical*, Montréal, Fides, 1994, 269 p.

87. Maurice CARRIER, «Le libéralisme de Jean-Baptiste-Éric Dorion», Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1967, xxv-356 p.

88. Gilles DE L'ISLE, «Arthabaska et son élite, seconde partie du XIXe siècle», M.A. (Études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1991, vi-155 p.

trifluvien parlent d'une nature inquiète qui avait besoin de colmater son angoisse en s'accrochant à une vérité intangible. Il faudrait ajouter que Laflèche admettait lui-même être un autodidacte, ayant appris sa théologie dans un manuel d'histoire de l'Église. Cette impréparation l'a sans doute éloigné du sens de la nuance et du recul face à un problème concret[89]. Quoi qu'il en soit, M^gr Laflèche a contribué au climat de conservatisme trifluvien. On peut certes retrouver un anti-étatisme dans le fait de promouvoir un système d'éducation, un système de soins de santé et d'assistance sociale hors de la portée de l'État, mais on les voulait sous la houlette de l'Église et non dans le cadre d'initiatives privées. Par conséquent, le libéralisme comme doctrine politique visant à limiter les pouvoirs de l'État au regard des libertés individuelles est absent dans le discours des notables trifluviens. Par ailleurs, le système de démocratie parlementaire n'est pas vraiment critiqué, même M^gr Laflèche s'en accommode comme un moindre mal. Finalement, il faut noter que les théoriciens du libéralisme le dissocient généralement du démocratisme[90] dont les Rouges trifluviens se faisaient les chantres.

En somme, peu de véritable libéralisme a été réellement présent à Trois-Rivières entre 1850 et 1929 même si l'étiquette libérale a été accolée à des hommes politiques et à deux partis dont les programmes étaient le plus souvent interchangeables avec ceux des Partis conservateurs du Québec et du Canada. L'ambiance politique du Trois-Rivières des années 1900-1920 a déterminé l'expression du duplessisme et favorisé la réussite politique de son fondateur. La vague progressiste de la même période est trop cantonnée dans l'ordre économique pour être associée à la doctrine libérale au sens exact du terme.

---

89. Il est curieux de constater que Jean-Baptiste-Éric Dorion, la bête noire de Laflèche, est né à Sainte-Anne-de-la-Pérade, comme l'évêque trifluvien qui était son aîné de huit ans. Les deux familles se connaissaient. (Nive VOISINE, *op. cit.*, p. 32) Par ailleurs, Laurier avait remplacé Dorion à la tête du *Défricheur* en 1866; ce fait explique pour une part la méfiance exagérée que Laflèche entretiendra à l'endroit du chef des libéraux fédéraux.

90. André VACHET, «Post-scriptum à Jean-Paul Bernard. Libéralisme ou pas...», dans Claude SAVARY (dir.), *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984, p. 67-69.